



Premier trimestre 2014 : l'économie peine à repartir en Lorraine

Après quelques signes d'amélioration au quatrième trimestre 2013, la conjoncture est toujours difficile en Lorraine. Le premier trimestre 2014 est plutôt décevant dans les économies avancées, et notamment en France, où l'activité a stagné. Le commerce mondial s'est contracté, et les exportations françaises ont nettement ralenti. En Lorraine, région à fort excédent commercial, les exportations ont baissé par rapport au premier trimestre 2013.

L'emploi salarié lorrain continue de diminuer, un peu plus sensiblement qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage augmente légèrement, et le nombre de demandeurs d'emploi est encore en hausse. L'activité reste dégradée dans la construction, et le secteur ne montre pas de signes d'amélioration. Dans le secteur touristique, la fréquentation hôtelière est décevante, surtout dans les Vosges, en raison du manque d'enneigement.

Toutefois, les créations d'entreprises restent relativement nombreuses, notamment les créations classiques, et les défaillances sont en baisse depuis fin 2013.

La conjoncture devrait être un peu plus favorable au cours des prochains mois en France comme dans la zone euro. Toutefois, la croissance resterait modeste en 2014.

Dorothee Ast, Pierre-Yves Berrard, Olivier Serre, Insee

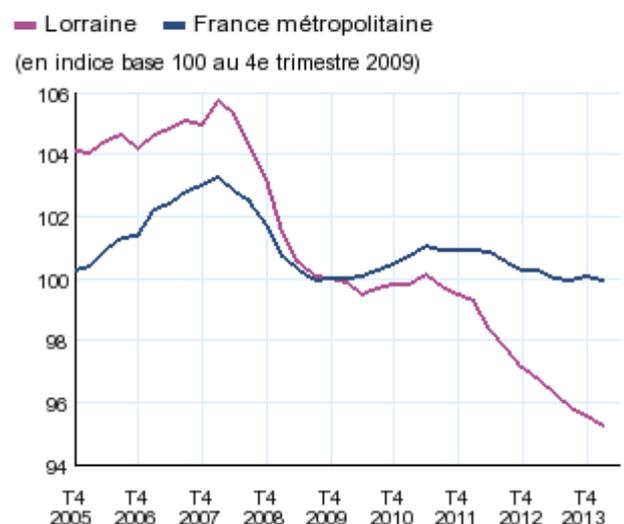
Emploi salarié lorrain : nouvelle baisse

Au premier trimestre 2014, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands continue à diminuer en Lorraine (-0,4 %, soit environ 1 600 emplois supprimés). Il baisse plus sensiblement qu'en France métropolitaine (-0,1 %), et le décrochage de la Lorraine s'accroît encore (*figure 1*). L'emploi diminue dans tous les grands secteurs d'activité sauf dans les services marchands hors intérim (+0,2 %). La Lorraine est pénalisée par un recul de l'emploi plus marqué dans le commerce et dans la construction. L'emploi intérimaire résiste un peu mieux.

Dans l'industrie, l'emploi continue de baisser (-0,3 %, soit près de 350 emplois supprimés), mais moins fortement qu'aux précédents trimestres (*figure 2*). Les baisses sont encore marquées dans la Meuse (-0,8 %) et en Meurthe-et-Moselle (-0,6 %), mais sont limitées en Moselle et dans les Vosges (-0,1 %).

Dans le secteur du commerce, l'emploi se replie nettement début 2014 (-0,6 %, soit 540 emplois détruits, contre +0,1 % en France métropolitaine). Il diminue plus sensiblement qu'au trimestre précédent (-0,1 %). Les départements de la Moselle (-0,9 %) et des Vosges (-0,7 %) sont les plus pénalisés.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

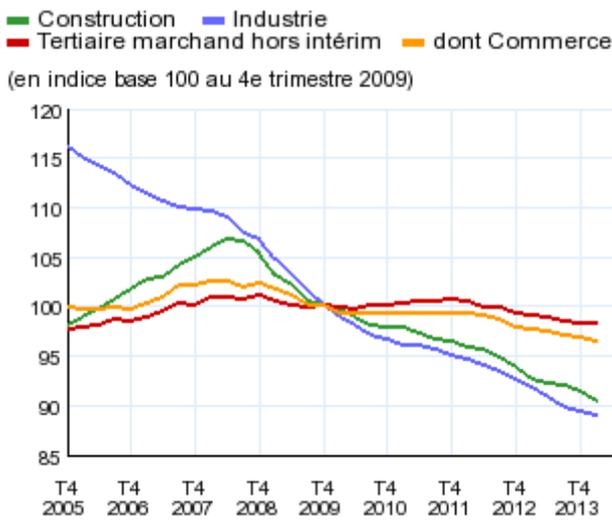


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Lorraine



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

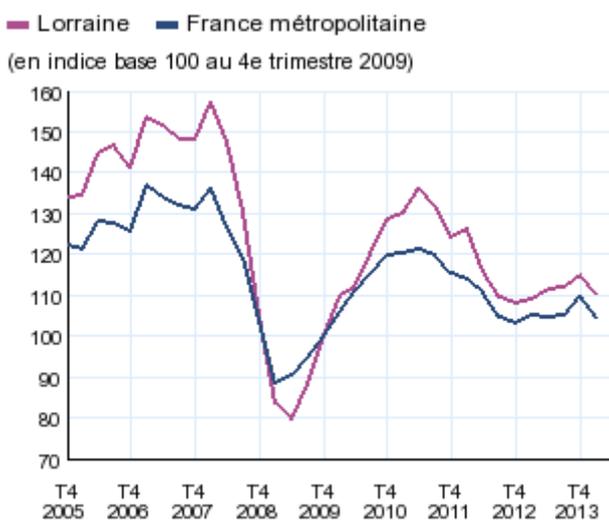
Source : Insee, estimations d'emplois

Dans le secteur de la construction, la baisse de l'emploi s'accroît (-1,1 %, soit près de 480 emplois détruits), en lien avec l'activité dégradée dans ce secteur. Le recul est plus marqué dans la région que sur l'ensemble de la France métropolitaine (-0,3 %). Les liquidations judiciaires ont été nombreuses début 2014, notamment Hory-Chauvelin dans la Meuse, Mirlor-Alugirard en Meurthe-et-Moselle, et Entreprise Nass en Moselle. La Meurthe-et-Moselle et la Meuse (-2,0 %) sont les départements lorrains les plus touchés par les destructions d'emplois dans la construction.

Dans les services marchands hors intérim, l'emploi progresse quelque peu début 2014 (+0,2 %, soit près de 400 emplois créés), du fait d'un rebond en Meurthe-et-Moselle (+0,6 %) et dans la Meuse (+1,2 %).

L'emploi intérimaire repart à la baisse (-3,6 % soit 650 emplois supprimés) début 2014, après avoir progressé tout au long de l'année 2013 (figure 3). La baisse est toutefois un peu moins marquée que sur l'ensemble de la France métropolitaine (-4,8 %). L'emploi intérimaire se replie particulièrement dans la Meuse (-11,9 %), après la forte hausse observée le trimestre précédent.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

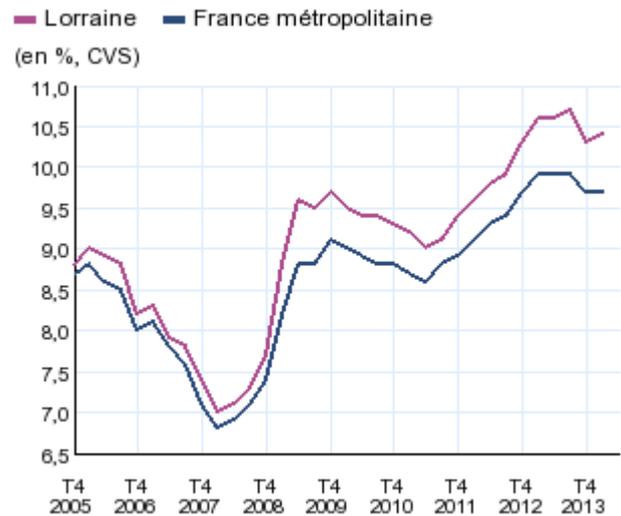
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Légère augmentation du taux de chômage

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage au sens du BIT repart légèrement à la hausse en Lorraine. Il s'établit à 10,4 % de la population active (+0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2013). En France métropolitaine, le chômage est stable à 9,7 % (figure 4). Le département des Vosges reste le plus touché, avec 11,7 % de la population active au chômage. Il subit en outre la hausse la plus importante (+0,2 point par rapport au quatrième trimestre 2013). La Moselle est le seul département lorrain où la proportion de chômeurs est stable (10,4 %).

4 Taux de chômage

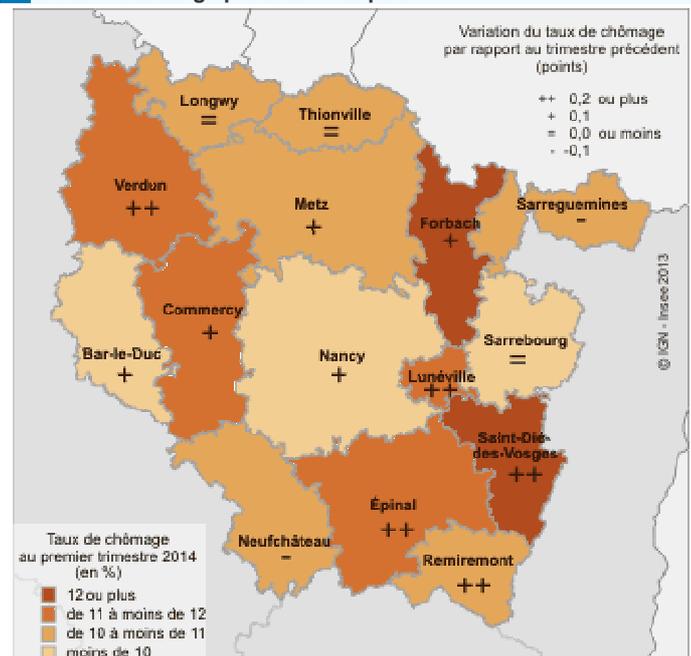


Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

En Lorraine, le taux de chômage demeure le plus faible dans la zone d'emploi de Sarrebourg (7,9 %) et le plus élevé dans celle de Saint-Dié-des-Vosges (14,2 %). Par rapport au quatrième trimestre 2013, il augmente dans dix des quinze zones d'emploi lorraines (figure 4b). Les hausses les plus importantes se produisent dans les zones d'Épinal et de Lunéville (11,6 %, soit +0,3 point dans ces deux zones). À l'inverse, le taux de chômage diminue dans les zones de Neufchâteau (10,3 %, soit -0,3 point) et de Sarreguemines (10,1 %, soit -0,1 point). Il est stable dans les zones d'emploi de Longwy, de Thionville et de Sarrebourg.

4b Taux de chômage par zone d'emploi

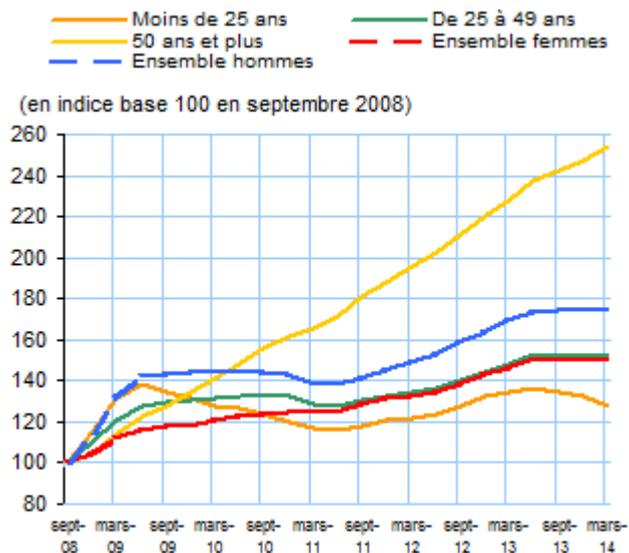


Source : Insee, taux de chômage localisés

Toujours plus de demandeurs d'emploi

Fin mars 2014, un peu moins de 125 900 demandeurs d'emploi de catégorie A sont inscrits à Pôle Emploi en Lorraine. Ce nombre augmente de 0,2 % en trois mois, soit 220 demandeurs supplémentaires (figure 4c). Cette légère hausse est le résultat d'évolutions marquées aux extrémités de la pyramide des âges. En effet, la baisse du nombre des demandeurs de moins de 25 ans (700 demandeurs de moins, soit - 3,2 %) est plus que neutralisée par la hausse de celui des plus de 50 ans (870 demandeurs de plus, soit + 2,9 %). En une année, le nombre de chômeurs de plus de 50 ans augmente de 11,6 %.

4c Demandeurs d'emploi



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A en fin de mois en Lorraine (données CVS)
Source : Direccte - Pôle emploi

Au cours du premier trimestre 2014, en Lorraine, 18 500 offres ont été déposées à Pôle Emploi. Ce nombre est en recul de 15 % par rapport au trimestre précédent. Le phénomène est encore plus net pour les offres d'emploi de plus de six mois (un peu moins de 10 000 offres, soit - 19 %).

Construction : l'activité continue de baisser

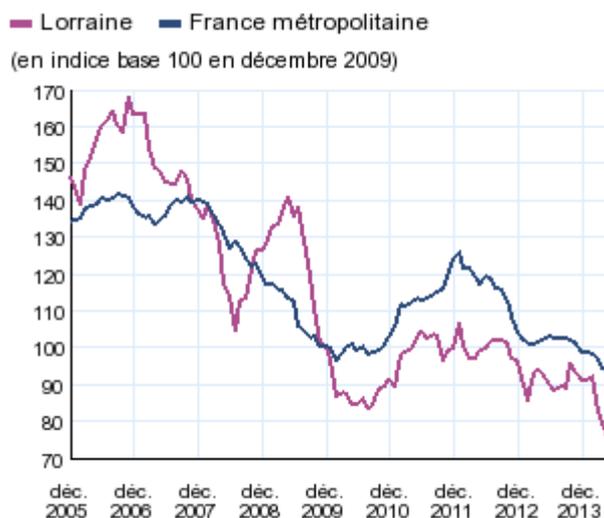
En Lorraine, les autorisations de construire et les mises en chantier diminuent début 2014, poursuivant la tendance observée depuis fin 2012. Le nombre de mises en vente de logements baisse. Les promoteurs ajustent leurs stocks, face à un faible nombre de réservations et un fort taux d'annulations.

En Lorraine, 7 873 logements ont été commencés entre avril 2013 et mars 2014. Par rapport à la même période l'année précédente, le nombre de mises en chantier baisse (- 11,3 %), plus sensiblement qu'au niveau national (- 4,6 %). La baisse est particulièrement marquée début 2014 (figure 5).

Entre avril 2013 et mars 2014, 9 084 permis de construire ont été délivrés en Lorraine. La chute du nombre d'autorisations de construction de logements (- 29,2 %) par rapport à la même période l'année précédente est plus forte qu'au niveau national (- 21,2 %). Les autorisations de construction restent orientées à la baisse début 2014 (figure 6).

En Lorraine, environ la moitié des autorisations de construire (49,1 %) et des mises en chantier (52,7 %) recensées au premier trimestre 2014 concernent le département de la Moselle.

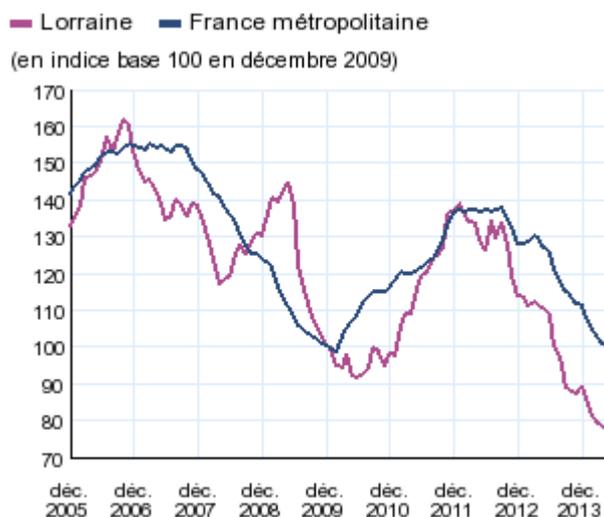
5 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, [Sit@del2](#)

6 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, [Sit@del2](#)

Par rapport au premier trimestre 2013, les ventes d'appartements se redressent légèrement dans la région (+ 2,3 %). Elles augmentent en Meurthe-et-Moselle, alors qu'elles baissent en Moselle et dans les Vosges. Les mises en vente d'appartements diminuent sensiblement (- 55,2 %), les promoteurs cherchant à ajuster leurs stocks face au faible nombre de réservations.

Du côté du marché individuel, les ventes de maisons sont stables en Lorraine par rapport au premier trimestre 2013, et les mises en ventes se redressent (+ 29,3 %).

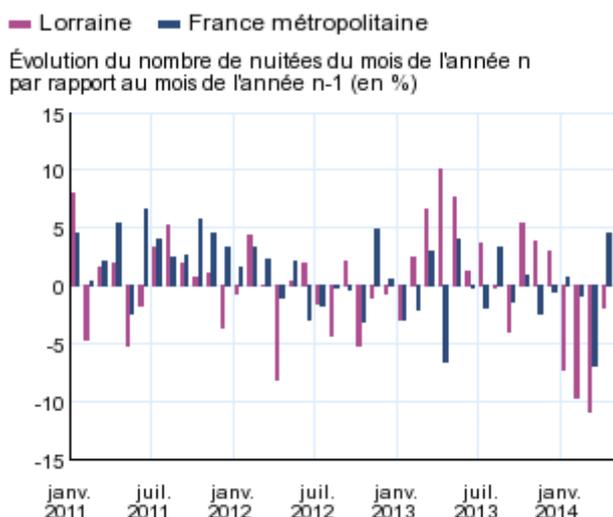
Tourisme : les hôtels vosgiens pénalisés par le manque d'enneigement

En Lorraine, 752 000 nuitées ont été enregistrées dans l'hôtellerie au premier trimestre 2014, soit 9,5 % de moins qu'à la même période de l'année précédente (figure 7). Les touristes, qu'ils soient français ou étrangers, sont venus moins nombreux et pour des séjours plus courts qu'en 2013. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la fréquentation hôtelière diminue moins fortement (- 2,9 %).

Les hôtels de chaîne, peut-être grâce à une clientèle d'affaires plus importante, ont toutefois moins souffert que les établissements indépendants de la région.

Le département des Vosges, desservi par le manque d'enneigement, a été le plus touché. Les hôteliers vosgiens ont comptabilisé 20 % de nuitées de moins qu'au premier trimestre 2013.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réévaluées.
Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

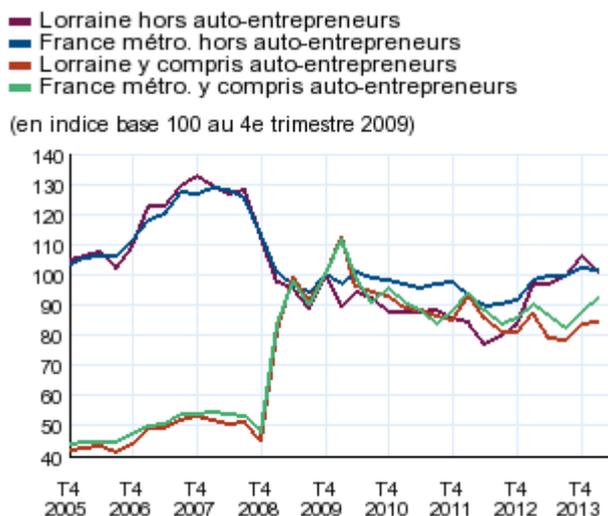
Stabilité du nombre de créations d'entreprises

Au premier trimestre 2014, en Lorraine, 3 490 entreprises ont été créées, soit autant qu'au quatrième trimestre 2013. Au niveau national, la création d'entreprise progresse de 5 %.

En Lorraine, le nombre de créations hors auto-entrepreneurs (créations dites classiques) recule, avec 100 créations de moins qu'au trimestre précédent (- 6 %). Cette baisse fait suite à une forte augmentation au quatrième trimestre 2013 (figure 8).

Par rapport au premier trimestre 2013, le nombre de créations diminue en Lorraine (- 4 %), conséquence d'une baisse des créations d'auto-entreprises (- 10 %). À l'inverse, les créations classiques progressent (+ 4 %). Il en résulte que, pour la première fois, ces dernières sont plus nombreuses que les créations d'auto-entreprises en Lorraine. Les Vosges subissent une forte baisse des créations (- 17 % par rapport au premier trimestre 2013). Dans ce département, la chute des créations d'auto-entreprises (- 23 %) est associée à une baisse importante des créations classiques (- 10 %).

8 Créations d'entreprises



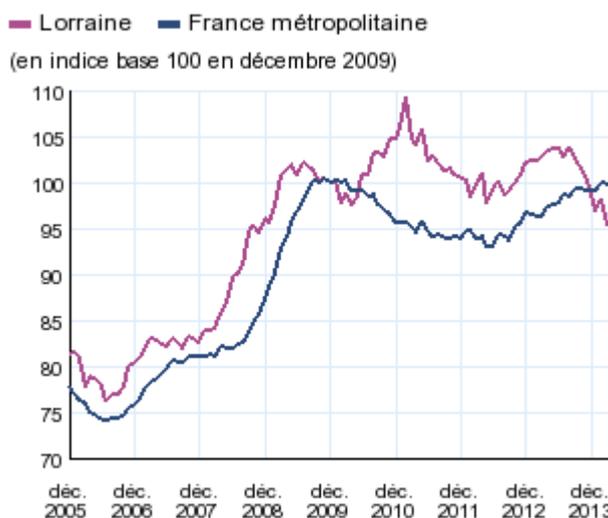
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes.
Données trimestrielles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Par rapport au premier trimestre 2013, les créations diminuent fortement dans les autres activités de services (- 15 %), aussi bien sous le régime d'auto-entrepreneur que sous le régime classique. Les créations d'auto-entreprises diminuent de plus d'un quart dans la construction. Les créations augmentent dans le secteur du commerce (+ 4 %), essentiellement du fait de la hausse de créations classiques (+ 10 %).

Baisse des défaillances

En Lorraine, les défaillances d'entreprises ont tendance à diminuer depuis fin 2013 (figure 9). Environ 1 880 entreprises ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire entre mars 2013 et mars 2014, soit une baisse de 7 % en glissement annuel. Les données du premier trimestre 2014 sont toutefois susceptibles d'être révisées à la hausse (défaillances pas encore comptabilisées).

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 12 mai 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben

Exportations en baisse

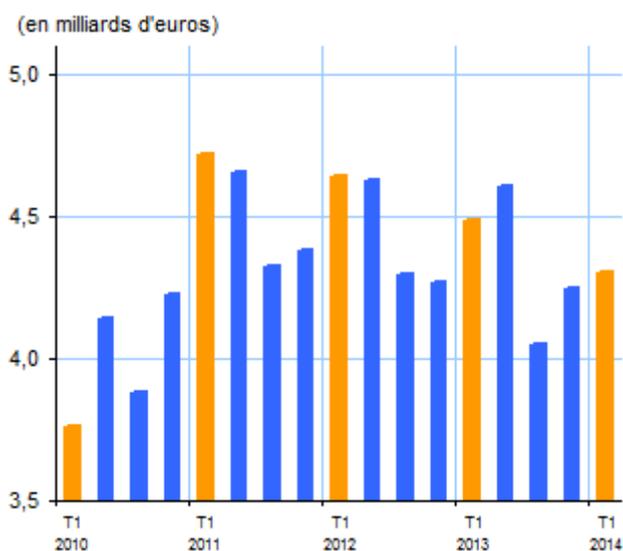
Le premier trimestre 2014 a été marqué par un recul du commerce mondial. Dans ce contexte, les exportations françaises ralentissent nettement, et les exportations lorraines diminuent (- 3,5 %) par rapport au premier trimestre 2013 (figure 10).

Les exportations à destination de l'Allemagne (qui représentent près d'un tiers des exportations régionales) chutent (- 9,5 %), malgré une activité allemande dynamique début 2014. La Lorraine bénéficie toutefois de la reprise de l'activité économique espagnole, et les exportations à destination de l'Espagne progressent (+ 8,9 % par rapport au premier trimestre 2013).

Les exportations diminuent en Moselle (- 4,5 % par rapport au premier trimestre 2013), le premier département lorrain en termes d'exportations avec près des deux tiers des exportations régionales. Elles diminuent aussi en Meurthe-et-Moselle (- 5,6 %). En revanche, elles progressent quelque peu dans les Vosges (+ 1,6 %) et dans la Meuse (+ 1,2 %).

Les exportations de produits de la construction automobile (- 2,5 %) et de machines et équipements d'usage général (- 1,9 %) diminuent. Toutefois, les ventes d'équipements pour automobiles (+ 9,6 %) et de produits sidérurgiques (+ 1,3 %) progressent.

10 Exportations de la Lorraine



Note : Données CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs brutes de collecte
Source : Douanes

La hausse de l'activité se confirme dans les pays limitrophes de la Lorraine

Au Luxembourg, au premier trimestre 2014, le produit intérieur brut (PIB) croît de 0,8 %, après une hausse de 1,0 % au trimestre précédent. Fin mars 2014, l'emploi total s'établit à 391 900 travailleurs. Il augmente de 0,7 % par rapport à fin 2013 et de 2,4 % sur un an. L'emploi frontalier (162 400 personnes à la fin mars 2014) continue de progresser quasiment au même rythme que l'emploi total. Après de fortes hausses entre septembre 2012 et juin 2013, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence pour le Développement de l'Emploi (Adem) continue à augmenter, mais moins fortement (+ 0,8 % au cours du premier trimestre 2014). Le taux de chômage au sens du BIT reste stable à 6,2 % de la population active.

En Allemagne, l'activité accélère au premier trimestre 2014, avec une hausse de 0,8 % du PIB (après une hausse de 0,4 % au quatrième trimestre 2013). L'emploi total augmente de manière un peu plus soutenue qu'au trimestre précédent (+ 0,3 %, faisant suite à + 0,2 %). Fin mars 2014, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 5,2 % de la population active, et reste stable par rapport à fin 2013. En un an, il est en baisse de 0,2 point. Entre décembre 2013 et mars 2014, le nombre de chômeurs recule de 45 000 (- 1,5 %).

En Belgique, le PIB augmente de 0,4 % au premier trimestre 2014. À l'instar du Luxembourg et de l'Allemagne, il s'agit du quatrième trimestre consécutif de croissance. L'emploi augmente pour le troisième trimestre d'affilée, quoique très légèrement (+ 0,1 % chaque trimestre depuis juin 2013). Fin mars 2014, le taux de chômage reste stable par rapport à fin 2013 et s'établit à 8,4 % de la population active. Il est légèrement supérieur au niveau atteint fin mars 2013 (8,3 %). Cependant, sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 5 % (soit 28 000 demandeurs supplémentaires).

Contexte national - La croissance revient mais ne décolle pas

Au premier trimestre 2014, l'activité stagne. La croissance reviendrait en France au deuxième trimestre (+ 0,3 %). Au second semestre, la croissance ne décollerait pas : elle resterait moyenne (+ 0,3 % par trimestre). Au total, le PIB progresserait de 0,7 % en 2014, après + 0,4 % en 2012 et 2013.

Des facteurs persistants continuent de limiter l'ampleur de la reprise. Le pouvoir d'achat des ménages s'améliore certes, mais trop modestement pour conduire à une franche accélération de la consommation (+ 0,3 % en 2014) et à une reprise de l'investissement en logements neufs. Confrontées à une demande qui ne décolle pas, et avec un taux de marge qui se redresse mais reste bas, les entreprises ne sont pas enclines à investir. Enfin, les exportations françaises ne profiteraient pas pleinement de l'accélération attendue du commerce mondial, pénalisées notamment par l'appréciation de l'euro.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 22 000 postes) comme au second semestre (+ 38 000) du fait des emplois aidés. Le taux de chômage augmenterait légèrement d'ici fin 2014 (10,2 %).

Contexte international - Les économies avancées ralentissent ponctuellement

Les économies avancées ralentissent au premier trimestre 2014, principalement du fait de la contraction de l'économie américaine. Dans la zone euro, l'activité accélère en Allemagne et en Espagne mais cale en France et en Italie.

Les économies émergentes traversent toujours une zone de turbulences : les attaques monétaires ont cessé mais les resserments monétaires passés continueraient de peser sur l'activité. Leurs importations ne progresseraient que modérément d'ici la fin de l'année.

À l'inverse, les économies avancées retrouveraient de l'élan d'ici fin 2014. Aux États-Unis, l'activité rebondirait fortement. Au Royaume-Uni, la demande intérieure progresserait vigoureusement malgré un marché immobilier qui s'assagirait au second semestre. La zone euro, et notamment l'Espagne, retrouverait du tonus (+ 0,3 % par trimestre), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages. En revanche, la construction continuerait de peser négativement dans la zone, excepté en Allemagne.

Définitions

Estimations d'emploi : Les estimations d'emploi sont établies principalement à l'aide des statistiques établies par les Urssaf. L'Insee interroge en outre directement certaines grandes entreprises nationales. L'emploi intérimaire est estimé par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle Emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles produites à l'aide du dispositif ESTEL (Estimation d'emploi localisé).

Taux de chômage au sens du BIT : Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT. En France, il est estimé à l'aide de l'enquête Emploi de l'Insee.

Demander d'emploi : Les demandeurs d'emploi sont les personnes qui s'inscrivent à Pôle emploi. Ces demandeurs sont enregistrés à Pôle emploi dans différentes catégories de demandes d'emploi en fonction de leur disponibilité, du type de contrat recherché et de la quotité de temps de travail souhaité. Les demandeurs d'emploi de catégorie A sont sans emploi et sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. La catégorie A est proche conceptuellement du chômage au sens du BIT, toutefois un certain nombre de travaux ont montré que les deux populations des chômeurs au sens du BIT et des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ne se recouvrent qu'imparfaitement.

Défaillance d'entreprise : Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit la liquidation judiciaire (procédures collectives). Les défaillances d'entreprises ne doivent pas être confondues avec les cessations d'entreprises. Une défaillance d'entreprise ne débouche pas forcément sur une cessation de l'entreprise. À l'inverse, de nombreuses cessations d'entreprises ne font pas l'objet d'une ouverture de procédure collective.

Insee Lorraine

15 rue du Général Hulot
CS 54229
54042 Nancy Cedex

Directeur de la publication :
Christian Toulet

Rédactrice en chef :
Brigitte Vienneaux

ISSN en cours
@Insee 2014

Pour en savoir plus :

- [La croissance revient mais ne décolle pas](#), Note de conjoncture nationale, Insee, juin 2014
- [Quatrième trimestre : timide amélioration en Lorraine, pour clôturer une année difficile](#), Insee Conjoncture Lorraine n°5, janvier 2014
- [Les indicateurs clés de la Lorraine](#), Insee, www.insee.fr/lorraine
- [Baisse de l'offre de logements collectifs au premier trimestre 2014](#), Chiffres & Statistiques n°54, Dreal Lorraine, juin 2014

